Procès-verbal des délibérations du conseil municipal de la commune de HUNAWIHR Séance du 26 janvier 2023

Sous la présidence de Monsieur Gabriel SIEGRIST, Maire

Monsieur le Maire souhaite la bienvenue à tous les membres présents, et ouvre la séance à 20 h.

Membres présents : Mesdames et Messieurs Laura SIPP, Jean ZORNINGER, Richard FULWEBER, Olivier ADAM, Hafid BEN EL KEBIR, Cécilia HIRTZ, Sophie HERVILLARD, Christophe KURTZ, Sonia LAUNAY. Nicolas REINER, Frédéric SEILER

Membres absents excusés et non représentés : Stéphane GRAPPE

Membres absents non excusés : /

Ont donné procuration : Sébastien HATSCH à Jean ZORNINGER, Stéphane LECOMTE à Sonia LAUNAY.

Date de la convocation : - fixant la date du conseil municipal : le 16 janvier 2022
- transmission de l'ordre du jour : le 20 janvier 2023

A l'ordre du jour :

- 1- Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 12 décembre 2022.
- 2- Rapport du Maire sur les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal
- 3- Questions financières :
 - 3-1 : Cadeau pour départ d'agents communaux
- 4- Forêt communale :
 - 4-1 Prévision de coupes 2023
 - 4-2 Programme de travaux en forêt 2023
- 5- Personnel communal :
 - 5-1 Création d'un emploi permanent : recrutement d'un agent technique polyvalent suite à demande de mutation
 - 5-2 Création de 2 emplois temporaires d'adjoint technique à pourvoir au titre d'un accroissement saisonnier d'activité
 - 5-3 Poste d'ATSEM : modification du temps de travail
 - 5-4 Protection sociale complémentaire - risque santé : instauration de la participation de la commune dans le cadre d'une procédure de labellisation
- 6- Brigade Verte : motion du Conseil Municipal en faveur du corps des garde-champêtres
- 7- Divers
- 8- Compte rendu des commissions et représentations extérieures
- 9- Informations

1- Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 12 décembre 2022

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 12 décembre 2022, préalablement transmis aux conseillers, n'appelle pas d'observation de la part de l'assemblée. Il est adopté à l'unanimité.

2- Rapport du Maire sur les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal

Monsieur le Maire fait part aux conseillers des décisions prises dans le cadre de la délégation de fonction accordée par le Conseil Municipal (Délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2020) :

Néant.

3- Questions financières :

3-1 : Cadeaux offerts à l'occasion du départ d'agents communaux :

La commune souhaite pouvoir offrir un cadeau aux agents communaux dans le cadre d'évènements personnels tels que naissances, mariages, départ en retraite, mutation, ou cessation de fonction pour cause d'inaptitude. Une délibération doit être prise.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de délibérer afin d'offrir un cadeau aux agents titulaires ou non titulaires pour des évènements tels que naissances, mariages, départ en retraite, mutation ou cessation de fonction pour cause d'inaptitude. Le cadeau (matériel ou sous forme de bon d'achat, chèque-cadeau) sera d'une valeur maximum de 150 euros.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide l'octroi d'un cadeau aux agents titulaires ou non titulaires pour des évènements tels que naissances, mariages, départ en retraite, mutation ou cessation de fonction pour cause d'inaptitude. Le cadeau (matériel ou sous forme de bon d'achat, chèque-cadeau sera d'une valeur maximum de 150 euros.
- inscrit les crédits nécessaires au compte 6232 « fêtes et cérémonies ».

4- Forêt communale

4-1 Prévision de coupes 2023 en forêt communale :

Préalablement à la présentation aux conseillers de la prévision de coupes établie par l'ONF pour 2023, Monsieur le Maire présente le bilan d'activité 2022 en forêt communale ; ce bilan établi par l'Office National des Forêts a été présenté à la commission « forêt-chasse-chemins ruraux » par Monsieur DARCEL, technicien ONF en charge de la commune, le 12 janvier dernier.

Commune de Hunawühr BILAN ONF 2022 présenté par Dominique DARCEL Mise à jour : 13/01/2023						
COUPES						
	Prévu m3	Prévu €HT	Prévu €HT/m3	Réalisé m3	Réalisé €HT	Réalisé €HT/m3
Dépenses						
bois d'œuvre parc 3a Abattage et façonnage en régie	370,00	10 510,00	28,41		0,00	
bois de chauffage parc 3a Abattage et façonnage à l'entreprise	5,00	200,00	40,00		0,00	
Chablis abattage Entreprise	270,00	7 560,00	28,00		9 600,00	
bois d'œuvre parc 3a Débardage Entreprise		4 130,00			1 950,00	
Chablis Débardage Entreprise		2 970,00			0,00	
Total prévu	645,00	25 370,00	39,33	367,00	11 550,00	31,47
vente sur pied (non prévu)	0,00	0,00		963,00		
total	645,00	25 370,00	39,33	1 330,00	11 550,00	
Recettes						
Bois d'œuvre résineux :	620,00					
bois d'industrie feuillus	20,00					
bois de chauffage	5,00					
dont parcelle 3 a		25 910,00				
chablis SIVU		15 700,00				
Total bois façonnés	645,00	41 610,00	64,51	367,00	15 907,00	43,34
recette vente sur pieds				963,00	27 855,00	28,93
Résultat (recettes - dépenses)	645,00	16 240,00	25,18	1 330,00	32 212,00	24,22
Divers						
Cessions à des particuliers (10 m3 (75 euros) à Monsieur STOESEL dans le bois sur pieds)						
Total résultat des coupes		16 240,00			32 212,00	

TRAVAUX SYLVICOLES, plantation, protection (€HT)			
		Prévu €HT	Réalisé €HT
Dégagement de plantation P 6 et 8	2 ha	1 536,00	865,00
entretien parcellaire 1 à 16	3 km	1 124,00	0,00
détourage avec élagage	480 unités	2 304,00	3 135,00
entretien clôtures grillagées	600 ml	1 536,00	0,00
travaux sécurisation des routes et chemins randonnées	1 ens	1 536,00	865,00
Total		8 036,00	4 865,00

HONORAIRES ET FRAIS ONF (€HT)						
	Prévu Coupes	Prévu Travaux	Prévu Autres	Réalisé Coupes	Réalisé Travaux	Réalisé Autres
Honoraires ONF d'exploitation (coupes)	1 935,00			1 101,00		
Honoraires ONF sur les travaux		1 044,68			720,00	
Hono ONF sur gestion main d'œuvre SIVU	526,00	794,00		480,00	472,00	
Autres dépenses	526,00			480,00		
Frais de cotisation à caisse d'accident CAAA						
Frais d'équipement de protection						
Frais de garderie						
Total	2 987,00	1 838,68	0,00	2 061,00	1 192,00	3 614,00
		4 825,68			6 867,00	3 614,00
PM : Frais de garderie fonction des coupes n-1 ; 12% de la recette nette, chasse incluse						

AUTRES			
	Prévision	Réalisé	
Location chasse			
recette sur forêt soumise			
Concession			
rûchers	384,00	384,00	
Récapitulatif HT			
Coupes			
Résultat coupes et divers	16 240,00	32 212,00	
Honoraires ONF d'exploitation (coupes)	-1 935,00	-1 101,00	
Honoraires ONF sur gestion main d'œuvre SIVU	-526,00	-480,00	
Autres dépenses	-526,00	-480,00	
Résultat	13 253,00	30 151,00	
Volume de coupe en m3	645,00	1 330,00	
Recette nette en €/m3	20,55	22,67	
Travaux			
Travaux	-8 036,00	-4 865,00	
Honoraires ONF sur les travaux	-1 044,68	-720,00	
Honoraires ONF sur gestion main d'œuvre SIVU	-794,00	-472,00	
Résultat	-9 874,68	-6 057,00	
Frais sur vente de bois ONF (1%)		-159,07	
Frais d'équipement de protection	0,00		
contribution ONF à l'hectare	-323,16	-324,00	
Frais de garderie	0,00	-3 614,00	
Recette chasse	5 994,00	5 994,00	
autres recettes	384,00	384,00	
Résultat total	9 372,32	26 314,93	

Monsieur le Maire présente la prévision de coupes proposée par l'ONF pour 2023 établie à 851 m³ :

- 141 m³ de bois d'œuvre et 10 m³ de bois de chauffage en parcelle forestière 6i
- 450 m³ de chablis dans diverses parcelles réalisés en régie communale (par les bûcherons du SIVU)
- 250 m³ de résineux vendus en bois sur pieds.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver l'état prévisionnel des coupes pour l'exploitation de 851 m³ qui conduit à une recette nette prévisionnelle qui s'établit comme suit :
 - 4 250 € pour la coupe en parcelle forestière 6i effectuée par les bûcherons du SIVU Forêt
 - 7 650 € pour l'exploitation des chablis par les bûcherons du SIVU Forêt
 - 4 250 € pour la vente de chablis sur pieds
- Les honoraires ONF, provisoirement estimés à 1 807 € HT et 1 924 € pour l'assistance à la gestion de la main d'œuvre et autres dépenses, viendront en déduction.
- d'autoriser le maire à signer tous les documents afférents à ces opérations.

Le programme de coupes 2023, est récapitulé comme suit :

Commune de Hunawühr Proposition ONF 2023 présentée par Dominique DARCEL Mise à jour : 12/01/2023							
COUPES	Prévu m ³	Prévu €HT	Prévu €HT/m ³	Réalisé m ³	Réalisé €HT	Réalisé €HT/m ³	
Dépenses							
bois d'œuvre parc 6i Abattage et façonnage en régie	141,00	4 830,00	34,26				
bois de chauffage parc 6i Abattage et façonnage à l'entreprise	10,00	360,00	36,00				
Chablis abattage régie	450,00	14 400,00	32,00				
bois d'œuvre parc 6i Débardage Entreprise		1 660,00					
Chablis Débardage Entreprise		4 950,00					
coupe sur pieds	250,00						
Total	851,00	26 200,00	30,79				
Recettes							
Bois d'œuvre feuillus :	10,00						
Bois d'œuvre résineux :	421,00						
bois d'industrie résineux	10,00						
bois d'industrie feuillus	150,00						
bois de chauffage	10,00						
dont parcelle 6i		11 100,00					
chablis SIVU		27 000,00					
Total	601,00	38 100,00	63,39				
coupe sur pieds	250,00	4 250,00	17,00				
Résultat (recettes - dépenses)	851,00	16 150,00	18,98				
Divers							
Cessions à des particuliers							
Total résultat des coupes		16 150,00					

4-2 Programme de travaux en forêt communale 2023

Monsieur le Maire présente aux conseillers le programme de travaux patrimoniaux proposé par l'ONF pour l'année 2023. Il précise que la commission « forêt-chasse-chemins ruraux » a étudié ce programme le 12 janvier dernier avec Monsieur DARCEL, technicien ONF en charge de la commune qui a pu apporter toutes les explications nécessaires.

Il prévoit :

TRAVAUX SYLVICOLES, plantation, protection (€HT)			Prévu €HT	Réalisé €HT
toiletage après exploitation		6 ha	2 520,00	
entretien parcellaire 1 à 16		2 kms	1 680,00	
détourage avec élagage		20 unités	700,00	
entretien clôtures grillagées		400 ml	280,00	
enlèvement clôture		200 ml	1 000,00	
panneaux routiers		3 u	200,00	
mise en place panneaux		3 u	70,00	
travaux sécurisation des routes et chemins randonnées		1 ens	1 120,00	
Total			7 570,00	

Le conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver le programme de travaux patrimoniaux proposé par l'ONF en forêt communale qui s'établit à 7 570 € ; les honoraires de l'ONF pour un montant de 1 621 € viendront en plus.
- d'autoriser le Maire à signer le programme de travaux ainsi que toute convention ou devis nécessaire à son exécution dans la limite des moyens ouverts par le Conseil Municipal ;

Le conseil municipal précise que les crédits correspondant à ce programme de travaux seront prévus au Budget Primitif de l'année.

5- Personnel communal

5-1 Création d'un emploi permanent : recrutement d'un agent technique polyvalent suite à demande de mutation :

En vue de procéder au remplacement de Monsieur Hervé MULL, adjoint technique principal 2^{ème} classe, qui a demandé sa mutation à compter du 13 mars prochain, Monsieur le Maire propose de recruter un nouvel agent sur un emploi permanent d'agent technique polyvalent – jardinier. Afin d'élargir les possibilités de recrutement, il propose de créer un emploi permanent d'agent technique polyvalent – jardinier sur les grades d'adjoint technique, d'adjoint technique principal 2^{ème} classe, adjoint technique 1^{ere} classe, agent de maîtrise.

Le Conseil Municipal,

Sur rapport de l'autorité territoriale,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2313-1 et R2313-3 ;
- Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et suivants et ses articles L411-1 et suivants ;
- Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, et notamment son article 3 ;
- Vu l'état du personnel de la collectivité territoriale ;
- Vu le modèle de délibération proposé par le Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Considérant qu'il convient de procéder à la création d'un emploi permanent d'agent technique polyvalent – jardinier relevant des grades d'adjoint technique, adjoint technique principal 2^{ème} classe, adjoint technique principal 1^{ere} classe, agent de maîtrise à raison d'une durée hebdomadaire de service de 35 heures 00 minutes (soit 35/35^{èmes}), compte tenu de la vacance d'un poste d'adjoint technique suite à une mutation ;

Considérant que les crédits correspondants seront prévus au Budget Primitif de l'année.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

Article 1^{er} : À compter du 1^{er} mars 2023, un emploi permanent d'agent technique polyvalent – jardinier, relevant des grades d'adjoint technique, adjoint technique principal 2^{ème} classe, adjoint technique principal 1^{ere} classe, agent de maîtrise à raison d'une durée hebdomadaire de service 35 heures 00 minutes (soit 35.00/35^{èmes}), est créé.

L'autorité territoriale est chargée de procéder à l'actualisation de l'état du personnel.

Article 2 : L'autorité territoriale est chargée de procéder au recrutement d'un fonctionnaire sur cet emploi permanent et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 3 : L'autorité territoriale est chargée de procéder à la déclaration de création d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, dans les conditions et les délais fixés.

5-2 Création de 2 emplois temporaires d'adjoint technique à pourvoir au titre d'un accroissement saisonnier d'activité :

L'organe délibérant, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Sur rapport de l'autorité territoriale,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2313-1 et R2313-3 ;
- Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et suivants, ses articles L411-1 et suivants et le 2^o de son article L332-23 ;
- Vu le décret n^o 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, et notamment son article 3 ;
- Vu l'état du personnel de la collectivité territoriale ;
- Vu le modèle de délibération proposé par le Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Considérant qu'il convient de procéder à la création de 2 emplois temporaires d'adjoint technique territorial relevant du grade d'adjoint technique à raison d'une durée hebdomadaire de service de 35 heures 00 minutes (soit 35.00/35^{èmes}), en raison d'un accroissement saisonnier d'activité (fleurissement, plantation, arrosage, entretien des espaces verts) ;

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de ces emplois ;

Décide

Article 1^{er} : À compter du 13 mars 2023 pour le 1^{er} et du 15 mai 2023 pour le 2^{ème}, 2 emplois temporaires d'adjoints techniques relevant du grade d'adjoint technique à raison d'une durée hebdomadaire de service 35 heures 00 minutes (soit 35.00/35^{èmes}), sont créés pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 12 septembre et 14 novembre 2023, à pourvoir au titre d'un accroissement saisonnier d'activité.

Article 2 : L'autorité territoriale est chargée de procéder au recrutement de ces agents contractuels sur ces emplois temporaires et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

5-3 Poste d'ATSEM : modification du temps de travail :

Monsieur le Maire rappelle la décomposition du temps de travail du poste d'ATSEM qui comprend :

- le contrat de base relatif au temps scolaire fixé à 28 h/semaine (6 heures de classe/jour et 1 heure d'accueil et préparation/jour sur 4 jours)
- auquel s'ajoute un temps d'accueil périscolaire et de préparation : (35 minutes par jour).

Soit au total 30.33 h/ semaine de classe et pour 36 semaines/an : 1092 heures/an représentant 68.90% d'un temps complet et une durée hebdomadaire de service de 24.11/35 ème.

Le Maire :

- propose de modifier la durée hebdomadaire de travail du poste d'ATSEM à compter du 6 février 2023, le temps d'accueil périscolaire et de préparation n'étant plus réalisé.
- propose de fixer cette durée à 28 h/semaine de classe correspondant au contrat de base inchangé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide, à l'unanimité :

- de fixer, à compter du 6 février 2023, la durée hebdomadaire de travail du poste d'ATSEM à temps non complet, relevant du grade d'atsem principal de 2ème classe, à 28 heures par semaine de classe, ce qui représente une durée hebdomadaire de service de 22.05/35 ème ;
- d'autoriser le maire à signer tout acte y afférent.

5-3 Protection sociale complémentaire - risque santé : instauration de la participation de la commune dans le cadre d'une procédure de labellisation

Dans le but d'harmoniser les pratiques et les droits entre la fonction publique et les entreprises privées, le législateur a souhaité engager une réforme de la protection sociale complémentaire à travers la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Prise en application de cette loi, l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 redéfinit la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

La protection sociale complémentaire porte sur deux risques majeurs :

- les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité, dénommés encore « risque santé »
- les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès, dénommés «risque prévoyance ».

L'ordonnance du 17 février 2021 redéfinit la participation des employeurs au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs personnels, les conditions d'adhésion ou de souscription de ces derniers, pour favoriser leur couverture sociale complémentaire et donne compétence au centre de gestion pour conclure pour le compte des collectivités territoriales des conventions de participation pour couvrir leurs agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement définit des garanties minimales des contrats destinés à couvrir les risques en matière de prévoyance et de santé et fixe le montant de référence pour le calcul de la participation minimale obligatoire des employeurs territoriaux au financement des garanties santé et prévoyance. La participation employeur est fixée a minima à 15 € par mois pour la santé (la moitié au moins du montant de référence fixé à 30€) et à 7€ par mois pour la prévoyance (20% au moins du montant de référence fixé à 35€).

Ces dispositions entreront en vigueur le 1er janvier 2025 pour le risque Prévoyance et le 1er janvier 2026 pour le risque Santé.
Jusqu'à cette date, la participation des collectivités territoriales est facultative.

La participation des collectivités territoriales intervient :

- soit au titre de contrats labellisés ;
- soit au titre d'une convention de participation.

La labellisation :

Ce sont des contrats dont le caractère solidaire aura été préalablement vérifié au niveau national (liste définie par le ministère) et qui ont reçu un « label ». L'employeur participe au financement de la protection sociale complémentaire des agents s'ils ont souscrit un contrat labellisé.

La convention de participation :

C'est un contrat spécifique sélectionné dans le cadre d'une mise en concurrence effectuée par le Centre de Gestion permettant de sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la loi. La participation n'est versée qu'aux agents qui souscrivent à ce contrat.

La commune souhaite participer à la protection sociale complémentaire, pour le « risque santé », et a sollicité l'avis du comité technique pour une participation au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire.

Vu l'avis du Comité technique en date du 24 janvier 2023 ;

Après en avoir délibéré le Conseil à l'unanimité décide :

- de retenir la procédure dite de labellisation,
- de participer à compter du 1^{er} février 2023, à la garantie « risque santé » souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents, à raison d'un montant mensuel fixée à 20 € par agent, dans la limite de la cotisation versée par l'agent.

6- Brigade Verte : motion du Conseil Municipal en faveur du corps des garde-champêtres

Monsieur le Maire rappelle que la Commune adhère au dispositif du Syndicat Mixte des gardes champêtres intercommunaux sous la dénomination plus commune de « Brigade Verte d'Alsace ».
Il présente la proposition de motion adressée par le syndicat et préalablement transmise aux conseillers.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la motion ci-dessous :

« Le Conseil Municipal manifeste son inquiétude face au sort qui risque d'être réservé au corps de gardes champêtres par le Ministère de l'Intérieur, et souhaitent par la présente motion intervenir rapidement afin d'éviter une situation irréversible.

La loi « pour une sécurité globale préservant les libertés » publiée au Journal Officiel le 26 mai 2021 présentait un enjeu majeur et avait pour objectif de renforcer et clarifier les échanges et la coopération des forces de l'ordre sur le territoire national de nature à n'entraîner aucune confusion avec les moyens utilisés par les autres forces de l'ordre.

Lors de l'examen de cette loi, les parlementaires ont été particulièrement attentifs aux divers besoins des gardes champêtres en terme de missions, de compétences et de moyens ce qui a permis certains aboutissements tels, le port de caméra individuelle, la tenue et l'équipement du garde champêtre...

A cette fin, la Fédération Nationale des Gardes Champêtres a transmis au service en charge de la rédaction des arrêtés, la DLPAJ (Direction des libertés publiques et des affaires juridiques) un cahier des charges reprenant notamment les spécificités de la Brigade Verte d'Alsace. Depuis l'origine, l'uniforme du garde champêtre de la Brigade Verte est de coloris vert et le service est ainsi reconnu et identifié sur le territoire et ne fait l'objet d'aucune confusion avec les autres services de police.

Cependant, nous venons d'apprendre, de manière officieuse que les arrêtés susmentionnés sont en passe d'être publiés et que la DLPAJ s'opposerait notamment à l'appellation « police rurale » dont les gardes champêtres ont la charge depuis 1791, sur leur uniforme, carte professionnelle et véhicules. De ce fait n'étant plus à leur sens un service de police, le classement de leur véhicule en Véhicule d'Intérêt Général Prioritaire ne serait pas nécessaire (contrairement aux Policiers Municipaux).

Aujourd'hui les élus éprouvent une réelle crainte de voir disparaître l'identification propre au garde champêtre pour être calquée sur celle des agents de police municipale, faisant ainsi abstraction des mentions spécifiques concernant le droit de suite et de réquisition prévus par la loi, particularités qui démarquent notoirement le garde champêtre du policier municipal. (Réquisition de la force publique prévue à l'article L.172-10 du Code de l'Environnement et art 24 du Code de procédure pénale)

La parution de ces arrêtés serait fort regrettable et pénalisante pour le corps de gardes champêtres dans sa globalité.

Avec une durée d'existence de plus de 3 décennies, la Brigade Verte d'Alsace est devenue un véritable modèle de mutualisation, elle avoisine aujourd'hui les 80 gardes champêtres qui rayonnent sur environ 380 communes. Notons que le Dispositif, unique en son genre, est en plein essor et se développe actuellement sur l'ensemble du territoire de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Par ailleurs, les élus souhaitent interpeller les pouvoirs publics sur le statut social des gardes champêtres, qui relève du niveau de rémunération de la catégorie C, alors qu'ils ont vu leurs compétences alignées à la hauteur de celles des inspecteurs de l'Office Français de la Biodiversité. Par la diversité de leurs compétences sur le plan sécuritaire et environnementale et disposant de prérogatives judiciaires élargies ils sont régulièrement conduits à rédiger des actes administratifs (arrêtés municipaux, écrits judiciaires, ...), le recrutement est particulièrement ciblé car il s'agit d'une profession au profil nécessitant des connaissances particulières et qui requiert un niveau d'études supérieures, il n'est plus concevable pour ces hommes et ces femmes d'être cantonnés à la catégorie C, alors qu'ils disposent d'une polyvalence notable.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal souhaite affirmer :

- son indéfectible attachement au fonctionnement d'une structure qui a fait ses preuves depuis plus de 30 ans de par la diversité de ses missions, sa capacité d'adaptation aux exigences diverses, ainsi que par sa proximité et sa disponibilité au service des élus et de la population ;
- sa volonté de préserver le corps de gardes champêtres, et ses particularités, dont la présence s'avère particulièrement utile pour répondre et résoudre de nombreuses problématiques rencontrées par les Maires, notamment ruraux, face à la montée des incivilités et d'une délinquance rurale aux multiples facettes. Par leur connaissance fine de la population locale et de la géographie communale, ils démontrent quotidiennement leur utilité dans de nombreux domaines, y compris du lien social.

7- Compte rendu des commissions et représentations extérieures

Les comptes rendus des commissions « forêt-chasse-chemins ruraux » (pour le programme forestier) sont intégrés dans les délibérations ci-dessus.

➤ **Commission « CADRE DE VIE - ENVIRONNEMENT- EMBELLISSEMENT DE LA COMMUNE » (Petit patrimoine, Fleurissement, Fête et décorations de Noël)**

Madame Laura SIPP indique que la commission s'est réunie lundi 16 janvier avec Monsieur Alain WURTZ fournisseurs des fleurs pour l'été pour le choix du fleurissement de la commune. Elle rappelle que la commune sera visitée en 2023 par le jury régional pour le maintien des fleurs décernées dans le cadre du label des Villages Fleuris. Différentes actions sont en cours de réflexion pour inciter les particuliers à fleurir leurs façades ; une action de type commande groupée et rempotage sera proposée.

8- Informations

Monsieur le Maire lève la séance à 22 h 00.

**Tableau des signatures pour l'approbation du procès-verbal des
délibérations du Conseil Municipal de la Commune de HUNAWIHR
- séance du 26 janvier 2023**

A l'ordre du jour :

- 1- Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 12 décembre 2022.
- 2- Rapport du Maire sur les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal
- 3- Questions financières :
 - 3-1 : Cadeau pour départ d'agents communaux
- 4- Forêt communale :
 - 4-1 Prévision de coupes 2023
 - 4-2 Programme de travaux en forêt 2023
- 5- Personnel communal :
 - 5-1 Création d'un emploi permanent : recrutement d'un agent technique polyvalent suite à demande de mutation
 - 5-2 Création de 2 emplois temporaires d'adjoint technique à pourvoir au titre d'un accroissement saisonnier d'activité
 - 5-3 Poste d'ATSEM : modification du temps de travail
 - 5-4 Protection sociale complémentaire - risque santé : instauration de la participation de la commune dans le cadre d'une procédure de labellisation
- 6- Brigade Verte : motion du Conseil Municipal en faveur du corps des garde-champêtres
- 7- Divers
- 8- Compte rendu des commissions et représentations extérieures
- 9- Informations

Nom - Prénom	Qualité	Signature	Procuration
SIEGRIST Gabriel	Maire		/
SIPP Laura	Adjointe		/
ZORNINGER Jean	Adjoint		/
FULWEBER Richard	Adjoint		/
ADAM Olivier	Conseiller municipal		/
BEN EL KEBIR Hafid	Conseiller municipal		/
GRAPPE Stéphan	Conseiller municipal	Absent	/
HATSCH Sébastien	Conseiller municipal	Procuration à Jean ZORNINGER	
HERVILLARD Sophie	Conseillère municipale		/
HIRTZ Cécilia	Conseillère municipale		/
KURTZ Christophe	Conseiller municipal		/
LAUNAY Sonia	Conseillère municipale		/
LECOMTE Stéphane	Conseiller municipal	Procuration à Sonia LAUNAY	
REINER Nicolas	Conseiller municipal		/
SEILER Frédéric	Conseiller municipal		/